

COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
GENERAL SECRETARIAT

PRESS RELEASE

450th Council Meeting

- Economic and Financial Affairs -

Luxembourg, 18 April 1977

President: Mr Denis HEALEY,  
Chancellor of the Exchequer  
of the United Kingdom

18.1V.77

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium

Mr Willy DE CLERCQ                      Minister for Finance

Denmark

Mr Per HAEKKERUP                      Minister for Economic Affairs

Federal Republic of Germany

Mr Hans APEL                              Federal Minister of Finance  
Mr Karl Otto POEHL                      State Secretary,  
   Ministry of Finance

France

Mr Robert BOULIN                      Minister responsible for  
   Economic and Financial Affairs

Ireland

Mr Richie RYAN                              Minister for Finance

Italy

Mr Gaetano STAMMATTI                      Minister for the Treasury

Luxembourg

Mr Jacques POOS                              Minister for Finance

18.1V.77

Netherlands

Mr W.F. DUISENBERG

Minister for Finance

United Kingdom

Mr Denis HEALEY

Chancellor of the Exchequer

Commission

Mr François-Xavier ORTOLI

Vice-President

Mr Henk VREDELING

Vice-President

18.1V.77

PREPARATION FOR THE NEXT MEETING OF THE INTERNATIONAL  
MONETARY FUND INTERIM COMMITTEE

After noting an oral report from the Chairman of the Monetary Committee about the work it had carried out, the Council agreed on the statement to be made by the President of the Council on behalf of the Committee at the next meeting on the International Monetary Fund Interim Committee, on 28 and 29 April 1977 in Washington.

FOLLOW-UP TO THE MEETING OF THE EUROPEAN COUNCIL IN ROME  
- TRIPARTITE CONFERENCE

The Council instructed the Permanent Representatives Council to make the necessary contacts so as to set a date for a Tripartite Conference during the second half of June.

The Council agreed that at its next meeting, possibly to take place in mid-June, it would begin preparations for this Tripartite Conference on the basis of a communication from the Commission.

COMMUNITY LOAN FOR ITALY

The Council approved the economic policy conditions which the Italian Government intends to observe in 1977 and confirmed the authorization for the Commission to conclude a loan of 500 million dollars for Italy.

ECONOMIC AND FINANCIAL ISSUES LIKELY TO BE RAISED AT THE  
DOWNING STREET SUMMIT

The Council held an exchange of views on these issues.

CIEG/COMMON FUND

The Council took cognizance of a report from the Chairman of the Permanent Representatives Committee on proceedings to date on this matter.

---

**COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

Bruxelles....., le .....15 avril 1977.....

GRUPE DU PORTE-PAROLE

NOTE BIO (77) 142 AUX BUREAUX NATIONAUX  
C.C. AUX MEMBRES DU GROUPE, A M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DG I ET AU  
SERVICE "RELATIONS DE LA COMMISSION AVEC LES DÉLÉGUÉS DG VIII"

\*\*\*

CONSEIL ECO/FINANCES DU 18 AVRIL

LE CONSEIL, QUI SE REUNIRA A LUXEMBOURG A 14H30, A A SON ORDRE  
DU JOUR LES POINTS SUIVANTS:

1. PROCHAINE REUNION DU COMITE INTERIMAIRE DU FONDS MONETAIRE

CETTE REUNION, QUI SE TIENDRA A WASHINGTON LE 28 ET 29 AVRIL, POR-  
TERA ESSENTIELLEMENT SUR LES QUESTIONS LIEES A LA LIQUIDITE IN-  
TERNATIONALE. LE FINANCEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL NECESSITE  
EN EFFET D'UNE MEILLEURE DISTRIBUTION DE CETTE LIQUIDITE QUI FAIT  
NOTAMMENT DEFAUT AUX PVD. D'OU LA QUESTION ABORDEE PAR LE COMITE  
INTERIMAIRE DU FMI, QUELS MOYENS METTRE EN PLACE POUR FINANCER  
ULTERIEUREMENT LE COMMERCE INTERNATIONAL. LA COMMUNAUTE PREPA-  
RERA, AU COURS DU CONSEIL, SA POSITION EN VUE DE CE COMITE. LA  
POSITION DE LA COMMUNAUTE SERA EXPRIMEE AU SEIN DU COMITE INTE-  
RIMAIRE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL EN EXERCICE M. HEALY ET PAR  
M. ORTOLI.

2. QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES SUSCEPTIBLES D'ETRE SOU-  
LEVEES LORS DU SOMMET ~~DE DOWNING STREET~~ OCCIDENTAL

LORS DU CONSEIL DE ROME LE 26 MARS IL A ETE CONVENU QUE LA COM-  
MUNAUTE PARTICIPERA AU SOMMET DE DOWNING STREET POUR LES SUJETS  
QUI RELEVENT DE SA COMPETENCE.

AU COURS DU CONSEIL DE LUNDI LES DIFFERENTS ETATS MEMBRES POUR-  
RAIENT EXPRIMER LEURS SOUHAITS EN CE QUI CONCERNE LA POSITION  
QUI SERAIT FORMULEE PAR LES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE LORS  
DE CE SOMMET.

3. SUITE A DONNER A LA REUNION DU CONSEIL EUROPEEN

VOUS VOUS RAPPELEZ QUE LE DERNIER CONSEIL EUROPEEN AVAIT CONVENU  
EN PARTICULIER QU'UNE ACTION DEVRAIT ETRE ENGAGEE AU NIVEAU COM-  
MUNAUTAIRE DANS TROIS DIRECTIONS:

- EMPLOI : SOUS L'ANGLE DE LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS, CETTE  
QUESTION DVAIT ETRE RENVOYEE AU CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES.
- INVESTISSEMENTS CREATEURS D'EMPLOI. LE CONSEIL ENTAMERAIT  
DES PREMIERES REFLEXIONS SUR LES MOYENS D'ENCOURAGER LES IN-  
VESTISSEMENTS CREATEURS D'EMPLOI.
- CONVERGENCE ECONOMIQUE, LE CONSEIL POURRAIT POURSUIVRE SES  
REFLEXIONS SUR LES MOYENS POUR AMELIORER LA CONVERGENCE DES  
PERFORMANCES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES.

LE CONSEIL EUROPEEN AVAIT EGALEMENT CONVENU DE CONVOQUER AU COUS  
DU PREMIER SEMESTRE UNE NOUVELLE CONFERENCE TRIPARTITE.

////

NNNN

R. RUGGIERO PORTE-PAROLE BERL. 1/20 2463-15.IV.77

X

X

1

M. SANTARELLI

011902

M. VREDELING REPRESENTERA LA COMMISSION COMME MEMBRE COMPETENT DANS CE DOMAINE DANS LES DISCUSSIONS SUR LA PREPARATION DE LA PROCHAINE CONFERENCE TRIPARTITE.

LA NOUVELLE CONFERENCE TRIPARTITE DOIT SERVIR A CONSTATER LES PROGRES ACCOMPLIS ET A VOIR QUELLES SERAIENT LES POSSIBILITES FUTURES DANS LES DOMAINES DE LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET L'INFLATION AINSI QUE LA PROMOTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

EN CE QUI CONCERNE LA DATE DE LA CONFERENCE, LA COMMISSION AURAIT PREFERE LA TENIR EN AUTOMNE, CE QUI AURAIT PERMIS UNE MEILLEURE PREPARATION ET PAR CONSEQUENT DES RESULTATS PLUS FRUCTUEUX.

M. VREDELING A L'INTENTION D'INFORMER LE CONSEIL DE LUNDI DU FAIT QUE LA COMMISSION SERA D'ACCORD POUR LE DEROULEMENT DE LA CONFERENCE EN JUIN PROCHAIN MAIS A DEUX CONDITIONS:

- 1) QU'IL S'AGIRAIT D'UNE CONFERENCE "INTERIMAIRE" QUI SERA SUIVIE PAR UNE DEUXIEME CONFERENCE TRIPARTITE PRECEDENT LE CONSEIL EUROPEEN PREVU POUR LA FIN DE L'ANNEE.
- 2) QUE LES GOUVERNEMENTS SOUMETTRONT DES RAPPORTS ECRITS EN TEMPS UTILE AVANT LA CONFERENCE SUR LES EFFORTS QU'ILS ONT FAIT AFIN DE METTRE EN OEUVRE DES OBJECTIFS FIXES PAR LA CONFERENCE TRIPARTITE DE JUIN DERNIER.

SI CES DEUX CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, M. VREDELING CRAINT QUE LES SYNDICATS NE REFUSENT DE PARTICIPER A LA CONFERENCE.

LA CONFERENCE DE JUIN PROCHAIN POURRA, DONC, FAIRE L'INVENTAIRE DES CAUSES QUI ONT EMPECHE LA REALISATION DES OBJECTIFS FIXES PAR CELLE DE 1976. IL SERAIT AUSSI POSSIBLE QUE LA CONFERENCE PREPARE, EN QUELQUE SORTE, L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFERENCE PREVUE POUR LA FIN DE L'ANNEE. ON PENSE NOTAMMENT AUX RELATIONS ENTRE EMPLOI ET INVESTISSEMENTS, AUX PROGRAMMES POUR LA CREATION, LA REPARTITION DU TEMPS DE TRAVAIL.

AMITIES,

M. SANTARELLI

NNN

NNNN

I	PR.	I.S.	FIN.	AGR.	ENV.	R.D.	ADM.	S.A.	

REF NR 37588 LYB

BRUXELLES, LE 18.4.77

NOTE B I O (77) 142 AUX BUREAUX NATIONAUX  
C.C. AUX MEMBRES DU GROUPE, A M. LE DIR.GEN. DG 1 ET AU SERVICE  
RELATIONS DE LA COMMISSION AVEC LES DELEGUES DG VIII

-----  
CONSEIL ECO/FINANCES  
-----

LE CONSEIL, QUI S'EST REUNI DE 15 A 17 H 30, APRES UN DEJEUNER DES  
MINISTRES A ABORDE LES POINTS SUIVANTS:

1. PREPARATION DE LA PROCHAINE REUNION DU COMITE INTERIMAIRE DU  
FONDS MONETAIRE  
-----

LE CONSEIL A FAIT SIENNE LA POSITION MISE AU POINT PAR LE COMITE  
MONETAIRE. LA POSITION COMMUNE, QUI SERA EXPRIMEE PAR LE PRESIDENT  
EN EXERCICE DU CONSEIL MET L'ACCENT NOTAMMENT D I S SUR LA PREFE-  
RENCE COMMUNAUTAIRE POUR LA CREATION D'UNE ----- FACILITE  
SUPPLEMENTAIRE AINSI QUE SUR L'AUGMENTATION DES QUOTAS AU SEIN DU  
FONDS MONETAIRE. LA COMMUNAUTE NE SOUHAITE PAS POUR L'INSTANT UNE  
NOUVELLE ALLOCATION DES DROITS DE TIRAGE SPECIAUX F I N D I S  
-----

2. SUITE A DONNER A LA REUNION DU CONSEIL EUROPEEN  
-----

M. VREDELING A INDIQUE QUE LA COMMISSION EST EN TRAIN DE PREPARER  
UN RAPPORT POUR LA PROCHAINE CONFERENCE TRIPARTITE. IL EST SOUHAIT-  
TABLE QUE LA CONFERENCE NE SE BORNE PAS A REPETER DES OBJECTIFS  
GENERAUX. DE MEME LES SYNDICALISTES SOUHAITERAIENT DISPOSER DES  
RAPPORTS ECRITS SUR LES SUITES DONNEES DANS CHAQUE ETAT MEMBRE A  
LA DERNIERE CONFERENCE TRIPARTITE. LE CONSEIL A CONVENU QUE LA  
CONFERENCE TRIPARTITE SE TIENNE DANS LA DERNIERE DECADE DU MOIS  
DE JUIN A UNE DATE A FIXER PAR LE COMITE DES REPRESENTANTS PER-  
MANENTS. A LA MI-JUIN, LE CONSEIL FINANCES PREPARERA LA POSITION  
COMMUNAUTAIRE SUR LA BASE DU DOCUMENT QUI LUI SERA SOUMIS PAR LA  
COMMISSION AVANT LA FIN DU MOIS DE MAI.  
LE CONSEIL A EGALEMENT DECIDE DE CHARGER LA BANQUE EUROPEENNE  
D'INVESTISSEMENTS, EN ETROITE LIAISON AVEC LA COMMISSION, DE MENER  
LES ETUDES SUR LA POSSIBILITES D'ACCROISSEMENTS DE SES ACTIVITES.

3. EMPRUNT COMMUNAUTAIRE A L'ITALIE  
-----

SUR PROPOSITION DE M. ORTOLI, LE CONSEIL A ENGAGE LA PROCEDURE  
CONDUISANT A PRETER 500 MILLIONS DE DOLLARS A L'ITALIE, AU TITRE  
DE L'EMPRUNT COMMUNAUTAIRE.  
IL A CONFIRME LE MANDAT DE LA COMMUNAUTE DE NEGOCIER L'EMPRUNT.  
IL A ADOPTE LES CONDITIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE DONT SONT AS-  
SORTIS CES EMPRUNTS. CELLES-CI SONT CONCORDANTES AVEC CELLES FI-  
XEES PAR LE FMI POUR SON PRET A L'ITALIE. ELLES SONT EGALEMENT  
VALABLES POUR LE CONCOURS FINANCIER A MOYEN TERME DONT L'ITALIE  
BENEFICIE DEPUIS 1974.  
EN CONCLUSION DU CONSEIL, M. ORTOLI S'EST REJOUI DE VOIR LES ETATS  
MEMBRES MANIFESTER LEUR SOLIDARITE A L'EGARD DE L'ITALIE QUI S'EST  
ENGAGEE DANS UNE POLITIQUE COURAGEUSE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE.  
L'ACCORD DU 18 AVRIL OUVRE LA VOIE A UNE CONCLUSION RAPIDE DU PRET  
EN FAVEUR DE L'ITALIE.

LE CONSEIL N'A PAS EU DE DEBAT SUR LES POINTS RELATIFS AU PROCHAIN  
SOMMET DE DOWNING STREET ET AU DIALOGUE NORD-SUD/FONDS COMMUN.

AMITIES

G. CHEVALLARD

18.4.77

COMEUR BRU  
NANN

Global Communications  
Global Communications  
Global Communications